



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Ud 39-71 / Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHABERT MARILLIER PRODUCTION

route de Givry
Zone industrielle des Alouettes
BP 355
71100 Saint-Rémy

Références : XG/MV/2025/C_030
Code AIOT : 0024700101

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement CHABERT MARILLIER PRODUCTION implanté route de Givry Zone industrielle des Alouettes BP 355 71100 Saint-Rémy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre du suivi de l'inspection de 2022 et du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHABERT MARILLIER PRODUCTION
- route de Givry Zone industrielle des Alouettes BP 355 71100 Saint-Rémy
- Code AIOT : 0024700101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHABERT MARILLIER PRODUCTION, spécialisée dans la fabrication de meubles de cuisines et de salles de bains, dont le siège social est situé rue des Alouettes à Saint-Rémy (71100), exploite à la même adresse une unité de production relevant, entre autres, de la rubrique 2410 (travail du bois).

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 05/2388/2-3 du 17/08/2005.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection constate une très nette amélioration dans la prise en compte des enjeux environnementaux depuis l'arrivée du nouveau directeur du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 3	Demande d'action corrective	6 mois
3	Stockages de liquides et rétention	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi des installations de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
4	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 9, 29 et 34	Sans objet
5	Formation	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.2	Sans objet
6	Moyens matériels	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.5.1	Sans objet
7	Contrôles périodiques et maintenance	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 10 et 33	Sans objet
8	Bassin de confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	accidentellement polluées		
9	Recensement installations MCP	Code de l'environnement du 31/12/2024, article R. 515-114 à 116	Sans objet
10	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le nouveau directeur de site définit et met en œuvre un plan de revue de la situation du site et de mise en conformité à la future situation administrative.
Les anciens points de non-conformité sont levés et la stratégie de l'entreprise au regard des enjeux environnementaux est en cours de développement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Régime de classement des installations
Prescription contrôlée : Tableau de classement de l'arrêté préfectoral : <ul style="list-style-type: none"> • 2910-B : autorisation pour une puissance de 5 MW ; • 2940-2 : autorisation pour une quantité journalière maximale de 500 kg ; • 2410-1 : autorisation pour une puissance installée de 1200 kW ; • 1432-2 : déclaration pour un stockage de liquide inflammable de : 21 m³ ; • 1530-2 : déclaration pour un dépôt de bois de 1055 m³.
Constats : Constat du 06/10/2022 (observation) L'exploitant a indiqué avoir missionné un prestataire afin d'établir la situation de l'établissement au regard de la nomenclature de la nomenclature des installations classées. L'exploitant a indiqué que les conclusions de cette prestation seraient transmises à l'inspection des installations classées. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/10/2022 L'exploitant devra sur la base des conclusions de l'analyse du classement de ses installations s'assurer des prescriptions qu'il lui revient de respecter et le cas échéant demander le bénéfice des droits acquis.

Constat du 06/02/2025 (non conformité)

L'exploitant n'a pas déposé de demande d'antériorité concernant la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cependant, l'exploitant présente à l'inspection un dossier d'analyse de sa situation administrative et de demande d'antériorité finalisé. L'exploitant indique qu'il n'a pas transmis le dossier car il souhaite revoir la situation administrative en raison de la baisse d'activité qui pourrait l'amener à se positionner sur un régime de déclaration. Il compte également procéder à des modifications de l'installation qu'il portera à la connaissance du préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant portera à la connaissance du préfet, dans un délai de 6 mois, un dossier qui comportera la demande de positionnement administratif, la déclaration des modifications apportées à l'installation, ainsi qu'un bilan de conformité, soit à l'arrêté préfectoral en vigueur, soit aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques et aux régimes associés auxquels il demande le rattachement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Suivi des installations de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Constat du 06/10/2022 (observation)

Des travaux de mise en conformité des installations de protection contre la foudre ont été réalisés en octobre 2020 sur la base de la mise à jour de l'étude du risque foudre et de l'étude technique foudre du 19/12/2016. Une première vérification complète a alors été réalisée le 05/11/2020. Le suivi des installations est réalisé par BCEOM. Le rapport du 31/08/2022 de la dernière vérification complète des installations justifie de la conformité des installations.

Le site dispose de trois compteurs d'impact foudre. L'exploitant indique que l'indication d'impact foudre est vérifiée tous les vendredis en même temps que la vérification hebdomadaire de l'installation d'extinction automatique d'incendie. L'inspection observe que cette vérification n'est pas tracée comme c'est le cas des vérifications de l'installation d'extinction automatique d'incendie et que rien ne justifie donc de ce suivi.

Constat du 06/02/2025

L'exploitant a rajouté depuis septembre 2022 le comptage des impacts de foudre à son registre informatique de suivi hebdomadaire de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockages de liquides et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Prescription contrôlée :

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. [...]

Constats :

Constat du 06/10/2022 (observation)

Les contenants de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols observés dans l'atelier finition ou le local vernis étaient disposés sur rétention. L'inspection a cependant constaté :

- des fûts à cheval sur deux rétentions (local vernis) ;

- une planche en bois, présentant un débord par rapport à la rétention, placée entre les contenants et la rétention (atelier finition).

De telles pratiques contribuent à réduire l'efficacité des rétention mise en place. Les différentes rétentions observées ont des volumes variables. Il en va de même pour les différents contenants parfois empilés sur ces rétentions.

Il apparaît difficile pour le personnel d'appréhender, sous réserve qu'il est connaissance des exigences de l'article 11.4 de l'arrêté du 17/08/2005, l'adéquation des volumes entre rétention et contenants.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/10/2022

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en justifiant de la conformité des rétentions de l'atelier de finition et du local vernis aux exigences de l'article 11.4 et des dispositions prises pour que le personnel soit en mesure, au quotidien, de respecter ces exigences.

Constat du 06/02/2025 (non-conformité)

L'exploitant a rédigé une procédure de gestion des stocks sur rétention qui reste cependant trop imprécise quant à son application effective, en particulier concernant le volume maximal admissible par rétention et les incompatibilités de stockage de produits chimiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera de l'adéquation de la rétention au volume de produits stockés et rédigera une instruction par stockage sur rétention indiquant le volume maximal stocké et les produits admissibles (pictogrammes SGH ou nom des produits utilisés).

Il affichera les consignes, les produits autorisés et volumes associés, ainsi que la signalétique des dangers associée à chaque zone de stockage sur rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 9, 29 et 34

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours et d'intervention

Prescription contrôlée :

Article 9 - Enregistrement

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté [...]

Article 29 - Accès, surveillance

[...] Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement. [...]

Article 34 - Enregistrement

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- plan de définition des zones de dangers défini à l'article 29.

Constats :

Constat du 06/10/2022 (non-conformité)

Malgré les potentiels de dangers présents sur le site (local vernis, stockage de matériaux combustibles), l'exploitant n'a pas été en mesure de mettre à la disposition de l'inspection un plan des zones de dangers. Ainsi, l'inspection des installations classées a relevé une non-conformité en raison de l'absence de plan de zones de dangers contrairement aux dispositions imposées par l'article 34 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/10/2022

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant un plan à jour des zones de danger.

Constat du 06/02/2025

Un plan des zones de danger est établi avec indication de la typologie de danger.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours et d'intervention

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

Constats :

Rappel du constat du 06/10/2022 (observation)

L'exploitant a justifié d'une formation sécurité incendie annuelle (manipulation des extincteurs) dispensée à une partie du personnel. Le site dispose d'un réseau important de robinets d'incendie armés. Élargir la formation "incendie" à l'utilisation de ce moyen de défense apparaît donc pertinent.

Constat du 06/02/2025

La liste des équipiers de première intervention est établie. Ils sont formés, et recyclés tous les ans (contenu : types de feu, maniement extincteurs, maniement RIA...)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours et d'intervention

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être doté au moins de :

- 251 extincteurs de type A-AB-ABC-CO2 ;
- 24 R.I.A. de type DN ;
- deux réseaux d'extinction automatique couvrant l'ensemble des bâtiments ;
- une réserve d'eau de 800 m³ ;
- 3 poteaux d'incendie armés assurant un débit minimum de 200 m³/h chacun.

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

Constats :

Rappel du constat du 06/10/2022

Le rapport de contrôle des équipements de défense incendie du 20/10/2021 indique la présence sur site de 259 extincteurs, 23 robinets d'incendie armés et de 2 poteaux incendies. Le débit de chacun des poteaux incendie est de 90 m³/h à 1 bar de pression.

L'exploitant indique qu'il n'y a toujours eu sur site que deux poteaux incendie. Par ailleurs, l'inspection observe que le débit prévu par l'arrêté préfectoral pour les poteaux incendie apparaît anormalement élevé.

L'établissement est désormais équipé d'un système d'extinction automatique couvrant l'ensemble de la zone de production, le stockage amont panneau et le stockage des produits finis avant expédition. Ainsi, l'inspection constate que les prescriptions de l'article 32.5.1 sont inadaptées.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/10/2022

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant un état de situation précis de ses moyens internes de défense contre un incendie et en justifiant de l'adéquation de ces moyens avec les risques présents.

Constat du 06/02/2025

L'inventaire des moyens de lutte contre l'incendie est établi.

Le plan d'intervention désigne l'emplacement des différents équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra avec le dossier de porter à connaissance des modifications apportées à l'installation, les calculs révisés de dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie et des rétentions des eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôles périodiques et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 10 et 33

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours et d'intervention

Prescription contrôlée :

Article 10 - Entretien maintenance

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité. Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence. Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

Article 33 - Contrôles

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an. Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

Constats :

Rappel du constat du 06/10/2022 (non-conformité)

Le dernier contrôle périodique des moyens internes de défense incendie, réalisé par Nationale Incendie, date du 20/10/2021 pour les extincteurs et les robinets d'incendie armés et du 29/10/2021 pour les poteaux incendie. Un nouveau contrôle périodique aurait normalement dû être réalisé avant fin octobre. L'exploitant a précisé que celui-ci était programmé pour le courant du mois de novembre. Le dernier contrôle périodique de l'installation d'extinction automatique a été réalisé le 07/06/2022 par l'APAVE. Cette date est cohérente avec celle de la précédente inspection réalisée en novembre 2021. Une seconde vérification était à réaliser avant fin 2022 (contrôle semestriel).

La conclusion générale du rapport du contrôle du 07/06/2022 indique :

- que la révision trentenaire (a priori sur le poste 7 - observation du 04/12/2012) n'a pas été réalisée ;
- que des non-conformités sont susceptibles de mettre en échec le système (voir le paragraphe 10 du rapport des non-conformités relevées en 2012, 2014 et 2020) ;
- évoque des observations ou améliorations relatives à l'installation (voir le paragraphe 11 du rapport les observations faites entre 2012 et 2021).

L'inspection des installations classées a relevé une non-conformité dans la mesure où le risque de mise en échec souligné dans le rapport de vérification de l'installation d'extinction automatique d'incendie n'a pas entraîné la réaction attendue que prévoit l'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/10/2022

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en justifiant :

- de la réalisation des derniers contrôles périodiques requis en 2022 pour les extincteurs, les robinets d'incendie armés, les poteaux incendie et l'installation d'extinction automatique ;
- de la levée des non-conformités, susceptibles de mettre en échec l'installation d'extinction automatique, figurant dans le dernier rapport de contrôle ainsi que de la prise en compte des observations ou amélioration listée dans le rapport.

Constat du 06/02/2025

Chaque équipement fait l'objet des vérifications périodiques réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bassin de confinement des eaux accidentellement polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4

Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux

Prescription contrôlée :

11.2 - réseaux

[...] Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif. A cet effet sont distinguées :

- les eaux usées d'origine domestique, désignées E D ;
- les eaux pluviales non souillées ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation, désignées E P ;
- les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement désignées E C ;
- les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc. désignées E U. [...]

11.3. - Points de rejet

[...] Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 4. Ils sont définis comme suit : Désignation du rejet / Nature des eaux ou des effluents / Désignation du milieu récepteur E.P1, E.P. 2, E.P 3 / Eaux pluviales / Réseau communal E.D. / E.D., E.C. / Réseau communal et repérés sur le plan gurant en annexe au présent arrêté. [...]

11.4 - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

[...] Eaux pluviales Le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un bassin écrêteur d'orage de 1150 m³. 13.2 - Eaux pluviales et autres eaux propres (EP) Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées soit au réseau public d'eaux pluviales, soit au milieu naturel.

13.3 - Eaux de cuvettes de rétention et bassins de confinement (EC)

Après contrôle, elles sont rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

14.2 - Rejets

Les efuents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes : [...]

B - Eaux pluviales et autres eaux propres Paramètres / Concentration instantanée (mg/l) MES / 15, DCO / 40, Hydrocarbures / 5

15 - Contrôle et suivi des effluents

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons aux ns d'analyses par des méthodes normalisées.

Constats :

Rappel du constat du 06/10/2022 (non-conformité)

L'inspection observe que le fonctionnement des deux bassins (réserve incendie et rétention des eaux d'extinction d'incendie) est différent de ce que prévoyait le dossier de demande d'autorisation et qu'en conséquence, l'organisation des rejets aqueux du site diffère des dispositions fixées par l'arrêté d'autorisation du 17/08/2005.

En particulier, les rejets d'eaux pluviales ne sont pas tous réalisés dans le réseau communal conformément à ce que prévoit l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005 (rejet dans le milieu naturel (fossé) des vidanges du bassin de rétention). Ce rejet issu du bassin de rétention des eaux d'extinction est soumis aux valeurs limites de rejet fixées par l'article 14.2-B de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005.

L'exploitant a confirmé n'avoir jamais contrôlé la qualité des eaux rejetées. L'inspection rappelle que si l'arrêté n'impose pas de fréquence de mesure pour ces rejets, l'exploitant doit cependant être en mesure de justifier du respect des valeurs limites de rejet via un programme de mesures qu'il lui revient de définir. Ainsi, l'inspection des installations classées relève une non-conformité en ce qui concerne l'absence de contrôle de la conformité des rejets d'eaux issues du bassin de rétention aux valeurs limites de rejet contrairement aux dispositions prévues à l'article 15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/10/2022

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant :

- un plan à jour du réseau de collecte des eaux pluviales et usées et présentant notamment le fonctionnement des deux bassins présents sur le site et identifiant tous les points de rejet du site, y compris le point de rejet de la vidange du bassin ;
- une analyse de rejet des eaux de vidange du bassin justifiant de la conformité avec les valeurs limites fixées à l'article 14-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005 ;
- un programme de surveillance de ses rejets permettant de répondre notamment aux dispositions de l'article 15 plan de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005.

Constat du 06/02/2025

L'exploitant a justifié du volume et de l'étanchéité précédemment demandés de la rétention. La procédure d'isolement du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie est rédigée.

Toutefois, le système d'obturation du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie par clapet rabattu apparaît peu fiable et semble pouvoir être levé par simple élévation du niveau d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant proposera une étude technico-économique de remplacement des clapets par un système plus fiable habituellement utilisé (vanne, fermeture mécanique ou système gonflable).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Recensement installations MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2024, article R. 515-114 à 116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Combustion

Prescription contrôlée :

R. 515-114

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement.

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8.

R.515-115

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'exploitant exploite une chaudière de puissance de 5MW. Il est rappelé qu'elle devra être déclarée au registre des installations de combustion de taille moyenne (MCP) au titre de l'article R. 515-114 du code de l'environnement avant le 31/12/2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.</p> <p>Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> leur origine ; leurs caractéristiques physico-chimiques ; les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ; l'identité du fournisseur ; le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. <p>A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.</p> <p>Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'autorisation précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise les combustibles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Broyat des rebuts de production en bois mélaminé, Poussières de bois mélaminé aspirées lors du travail du bois, Plaquettes forestières achetées (en majorité). <p>L'exploitant tient à jour un registre qualitatif et quantitatif des combustibles consommés annuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite